

print

Le Monde fait de la propagande pro-guerre sur les armes chimiques en Syrie

De [Anthony Torres](#) et [Alex Lantier](#)

Global Research, juin 06, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-monde-fait-de-la-propagande-pro-guerre-sur-les-armes-chimiques-en-syrie/5338026>

Peu avant que l'Union européenne ne se prononce pour la levée de l'embargo sur les livraisons d'armes à l'opposition en Syrie, *Le Monde* a publié une série d'articles assurant que le régime syrien utilisait des armes chimiques contre l'opposition.

En publiant ces articles, *Le Monde* participe à une campagne de manipulation de pièces à conviction, dirigé contre le régime syrien du président Bachar Assad. Le but assumé des articles du *Monde*, préparés avec le concours de l'Etat et dénués de toute preuve concluante, est d'encourager les dirigeants des puissances impérialistes à accuser la Syrie d'utiliser des armes chimiques.

La décision du *Monde* de lancer de pareilles accusations, qui ont été à maintes reprises démasquées comme étant sans fondement, est sinistre et politiquement criminelle. Il est évident qu'en les publiant, le journal savait qu'il fournissait un prétexte non seulement pour la levée de l'embargo, mais pour une guerre. Le président américain Barack Obama, soutenu par les gouvernements britannique et français, a déclaré que l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Assad franchirait une « ligne rouge » provoquant une attaque par Washington.

Le Monde fonde son éditorial sur le reportage du journaliste Jean-Philippe Rémy et du photographe Laurent Van der Stockt. Selon *Le Monde*, ils ont séjourné pendant deux mois clandestinement en Syrie, avec l'opposition près de Damas. *Le Monde* ne dit rien sur comment ils ont organisé un pareil séjour, ni sur le caractère des agences militaires ou de renseignement en Europe qui les ont mis en contact avec l'opposition en Syrie.

Dans un éditorial, intitulé « Exiger la vérité sur les armes chimiques », *le Monde* s'enthousiasme de la spécificité des accusations qu'ils portent : « Ce qu'ils rapportent ne provient ni de [vidéos](#) affichées sur Internet par l'opposition syrienne ni de récits de réfugiés, sources habituelles des témoignages sur des attaques chimiques en Syrie ces derniers mois. Pour la première fois, des assauts chimiques sont décrits par des journalistes occidentaux, témoins directs des événements ».

Cependant, *Le Monde* reconnaît lui-même n'avoir aucune preuve matérielle pour étayer ses accusations explosives, écrivant : « *Le Monde* ne détient pas la preuve irréfutable d'un recours à des armes chimiques en Syrie ».

C'est dire que les témoignages de Rémy et de Van der Stockt, tirés d'expériences et d'interviews auprès de milices d'opposition syriennes, dont les propos se sont souvent révélés faux, n'ont aucune valeur réelle. Les arguments échafaudés par *Le Monde* pour en tirer la conclusion que Damas utilise des armes chimiques ont tous un caractère biaisé ou malhonnête.

Dans l'article « Guerre chimique en Syrie – Sur le front de Damas », Rémy affirme : « Un jour d'attaque chimique sur une zone du front de Jobar, le 13 avril, le photographe du *Monde* a vu les combattants qui font la guerre dans ces maisons

en ruine commencer à tousser, puis mettre leur masque à gaz, sans hâte apparente, mais en réalité déjà exposés. Des hommes s'accroupissent, suffoquent, vomissent ».

Ceci ne constitue pas la preuve d'un recours à des armes chimiques en Syrie, car ces symptômes ressemblent à ceux que provoqueraient une exposition à du gaz lacrymogène. Pour tenter de convaincre le lecteur que le gaz en question était en fait une arme chimique toxique, l'article ajoute : « La gravité des cas, leur multiplication, la tactique d'emploi de telles armes montrent qu'il ne s'agit pas de simples gaz lacrymogènes utilisés sur les fronts, mais de produits d'une autre classe, bien plus toxiques ».

Cette argumentation est absurde : le simple fait d'utiliser de larges quantités de gaz ne démontre pas en soi qu'il ne soit pas du gaz lacrymogène. Les forces de l'ordre en France et ailleurs répandent du gaz lacrymogène en grande quantité sur des manifestants ; *Le Monde* n'a pas pour l'heure proposé des frappes aériennes sur la police française pour stopper la guerre chimique qu'ils mènent contre la population française.

En fait, l'article ne démontre pas que les gaz qui auraient été utilisés sur le front de Damas aient été hautement toxiques. Le journaliste du *Monde* ne cite aucune mort provoquée par ces gaz—malgré le fait que, selon lui, seule une « poignée » de masques à gaz a été distribuée aux combattants de l'opposition autour de Damas. Le fait que ces derniers mettent leur masque à gaz « sans hâte » suggère d'ailleurs qu'ils ne craignent pas d'effets mortels.

La procédure qu'envisage l'éditorial du *Monde* pour déterminer si ses journalistes ont réellement assisté à l'usage d'armes chimiques contre l'opposition est parodique. *Le Monde* prétend détenir des échantillons « prélevés sur place par des médecins syriens auprès de victimes d'intoxications par des gaz toxiques utilisés lors de combats. Le seul centre scientifique certifié en France pour procéder à des analyses relevant du ministère de la Défense, ces échantillons ont été remis aux autorités françaises, qui se sont engagées à remettre au *Monde* l'intégralité des résultats de cette étude ».

Le Monde a ainsi récolté des matériels fournis par le personnel de l'opposition, comptant laisser à l'armée française le soin de se prononcer sur leur contenu. Une pareille méthode, qui ne jette aucun regard critique sur ses propres sources, va à l'encontre de principes fondamentaux de déontologie journalistique.

Des sections de l'opposition liées à Al Qaïda détiennent des armes chimiques, et l'Etat français comme Al Qaïda cherchent tous deux à faire monter la pression sur la Syrie. Pourtant, *Le Monde* ne propose ni une vérification indépendante des échantillons fournis par l'opposition, ni d'examen de leur origine ou du travail scientifique de l'armée française.

Le journal s'offre sciemment en tant que plateforme médiatique pour les manipulations les plus diverses, par des forces criminelles ou par des officines gouvernementales, qui pourraient provoquer une guerre.

Le Monde évite d'évoquer un fait d'une importance critique pour évaluer les reportages de ses journalistes : les déclarations de l'ONU qui les réfutent. Remy et Van der Stockt ont enquêté sur l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien pendant le mois d'avril. Or, Carla Del Ponte, qui siège dans une commission d'enquête pour les Nations Unies, était chargée d'enquêter sur les armes chimiques en Syrie, et ce sur la même période. Elle a tiré des conclusions diamétralement opposées à celles du *Monde*.

Le 5 mai, Carla Del Ponte avait déclaré à la BBC : « Nous avons rassemblé des témoignages qui laissent penser que des armes chimiques ont été utilisées, en particulier du gaz de combat. Ce qui a émergé de notre enquête c'est que cela a été utilisé par les opposants, par les rebelles. Nous n'avons aucune, absolument aucune indication que le gouvernement, les autorités du gouvernement syrien, aient utilisé des armes chimiques. »

Employant des tactiques déloyales pour donner plus de poids à ses accusations, *Le Monde* cite à l'appui les allégations déjà discréditées par l'ONU, sans citer l'intervention de del Ponte.

Dans l'article « Guerre chimique en Syrie », Rémy écrit: « Plusieurs pays : les Etats-Unis, la Turquie et Israël, ont déclaré posséder des éléments matériels indiquant l'utilisation d'armes de ce type, mais n'ont pas communiqué la nature exacte de leurs preuves, ni décidé si, comme l'avait promis le président Obama en août 2012, le recours à de telles armes par le pouvoir de Damas constituerait le franchissement d'une 'ligne rouge' susceptible d'entraîner une intervention étrangère en Syrie contre le régime ».

Le silence de Washington, Ankara, et Tel Aviv sur les commentaires de del Ponte est la démonstration la plus éloquente que les accusations du *Monde* sont infondées. Si ces pays-là n'ont pas apporté les preuves jusqu'à présent quant à l'emploi d'arme chimique par Assad, c'est qu'ils n'en ont tout simplement pas.

Le Monde, quant à lui, continue sa propagande pro-guerre. Son éditorial se termine en réclamant que les gouvernements des pays de l'OTAN apportent davantage d'accusations contre Assad : « Il est urgent que les responsables occidentaux énoncent clairement ce qu'ils savent du chimique en Syrie. Qu'ils cessent de tergiverser sur la 'ligne rouge.' Ils doivent sortir de l'ambiguïté. Avant qu'il ne soit trop tard ».

Ce commentaire ne laisse aucune ambiguïté sur la position du comité de rédaction du *Monde*. Ils veulent que la campagne de provocations contre la Syrie reprenne de plus belle, et que l'OTAN prépare des chefs d'accusation contre Assad propres à provoquer une guerre. Si la guerre se déclençait sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, où la Russie et la Chine ont déjà apporté leur veto à d'autres mesures belliqueuses contre la Syrie, l'intervention serait, de surcroît, illégale selon le droit international.

Le caractère criminel d'une pareille intervention, menée avec comme alliés des islamistes d'extrême-droite liés à Al Qaïda, visant à d'étendre l'emprise des puissances impérialistes sur l'ensemble des ressources stratégiques et pétrolières du Moyen-Orient, ne fait aucun doute. Si elle entraînait une intervention directe de l'OTAN en Syrie, elle se solderait par des pertes comparables à celles infligées par l'occupation américaine de l'Irak, qui a fait plus d'un million de morts. Ceci ne compte pas le fait qu'une guerre en Syrie provoquerait vraisemblablement une autre au Liban, voire avec l'Iran ou même la Russie.

L'appel à la guerre contre la Syrie marque une étape importante dans la putréfaction de l'élite dirigeante française. Toute une couche sociale, les dirigeants de la presse et des milieux de la « gauche » petite-bourgeoise pabliste historiquement proche du *Monde*, se met au service des plus basses manœuvres géostratégiques de l'Etat.

En publiant des allégations infondées sur d'éventuelles armes de destruction massive pour justifier la guerre américaine en Irak, il y a une décennie, la reporter Judith Miller du *New York Times* s'était durablement discréditée. Suite à l'opprobre provoqué par son rôle de propagandiste mensongère pour une guerre sanglante et

criminelle, Miller a dû abandonner le *Times* et le métier de journaliste. Elle a ensuite siégé au *Council of Foreign Relations*, une boîte à idées pour le Pentagone et les services de renseignement américains.

En reprenant les méthodes de Miller contre la Syrie, dans une situation internationale même plus explosive, le comité de rédaction du « journal de référence » de la presse française s'est abaissé au même niveau de criminalité politique.

Anthony Torres et Alexandre Lantier

Article original en anglais, [WSWS](#)

Copyright © 2013 Global Research